

Je terminerai en disant que je m'inquiète beaucoup du programme d'expansion régionale. Il y a cinq types différents de régions désignées. A mes yeux, c'est une vraie monstruosité qui grandit d'une façon désordonnée. Le ministre s'agit dans tous les sens, sans savoir au juste ce qu'il fait, donnant des subventions à toutes sortes de sociétés. Il est devenu rien de plus qu'un énorme et jovial Père Noël sur un manche à balai à ressort qu'il n'arrive plus à contrôler.

Je propose au ministre de réexaminer tout le programme. Pour garder le Canada uni, il faudra beaucoup plus que le bilinguisme et le biculturalisme. Il nous faut faire en sorte que chaque région se trouve à égalité avec les autres au sein de la Confédération, aussi bien d'un point de vue social qu'économique. C'est alors seulement que nous pourrions être certains que le Canada restera uni en tant que nation. Voilà pourquoi je suis aussi inquiet quant à l'avenir de ce ministère. Je pense que si le ministre s'attaque aux problèmes de la même façon qu'il s'attaque aujourd'hui à celui du chômage, il ne manquera pas d'échouer et, d'ici six mois, il reviendra au Parlement pour nous demander de désigner quelques nouvelles régions. Autant vaudrait désigner tout de suite tout le pays et, en fait, c'est presque ce qui s'est produit. Il ne reste plus grand-chose à désigner, de toute façon. C'est pourquoi je dis que la plupart des problèmes que le ministre essaie de résoudre devraient être réglés par l'adoption par le gouvernement d'une politique financière ou économique d'ensemble plutôt que par une politique administrée seulement par son ministère.

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, lorsque le programme d'expansion économique régionale fut introduit pour la première fois, je crois, si mes souvenirs sont exacts, qu'il a fait l'objet de louanges de la majorité des députés. Ce programme apparaissait alors comme l'outil grâce auquel le premier ministre (M. Trudeau) accomplirait la première moitié de son programme électoral: l'élimination des disparités régionales. Personne n'a oublié la deuxième moitié du programme du premier ministre: la société juste. Il y a d'ailleurs renoncé depuis. Il prétend que la société juste n'était qu'un slogan. Comme il n'aime plus les slogans aujourd'hui, la société juste a été enterrée. Voilà pour 50 p. 100 de son programme électoral. Aujourd'hui, avec le bill C-205, comme nous disons à Terre-Neuve il «jette la deuxième moitié par-dessus bord». Nous ferions bien de ne pas l'oublier. Nous ne le répéterons jamais assez. Le ministre lui-même ne saurait le nier. C'était là le but premier du programme de subventions.

A l'origine, ce programme était destiné à amener les régions désavantagées à un niveau économique relativement proche de celui du Canada central industrialisé. C'était un programme spécial, dont le but précis a été exposé très clairement. Je le répète, nous en avons fait l'éloge. Nous le considérons comme la réalisation de la promesse du premier ministre: c'était un programme sérieux qui pouvait peut-être résoudre de nombreux problèmes des provinces atlantiques, que tous estiment désavantagées. Est-il surprenant, à l'heure actuelle, que des députés de ce côté-ci de la Chambre éprouvent un malaise? Le bill a pour effet d'englober la ville de Montréal et une couple d'autres zones étendues du centre du

Canada parmi les régions ayant droit aux subventions. J'ai ressenti beaucoup d'inquiétude à ce sujet, une ou deux fois au cours de la semaine, alors que, au comité, le ministre a jugé bon de lancer l'ancien cri de guerre, qui lui a peut-être échappé; «Vous êtes anti-Québec.» Quelle est cette idée insensée? Nous ne sommes pas anti-Québec. Mes collègues et moi-même éprouvons le même sentiment lorsque nous visitons la grande ville de Montréal.

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement sur un point très important. J'aimerais savoir quand j'ai dit que le député était anti-Québec?

M. Peddle: Je crois qu'il est consigné au compte rendu que le ministre a effectivement accusé mon collègue d'être anti-Québec.

Une voix: Non, ce n'est pas vrai.

Une voix: C'est de la méchanceté pure.

M. Peddle: Il m'est impossible de prouver que...

M. Perrault: Alors revenez sur vos déclarations.

M. Peddle: C'est comme d'autres fois quand le ministre prétendait qu'une chose était consignée alors qu'elle ne l'était pas. Je crois que c'est au compte rendu. Quoi qu'il en soit, la majorité des députés de ce côté-ci ne sont pas anti quoi que ce soit. Lorsque nous nous rendons dans la grande ville de Montréal, nous sommes fiers qu'elle fasse partie de notre pays. C'est la même chose quand nous allons à Toronto. Quand nous venons dans la capitale, nous sommes heureux que les rares d'entre nous qui paient des impôts à Terre-Neuve y contribuent. Nous estimons que c'est notre pays et nous sommes irrités qu'on considère nos remarques comme anti ceci ou anti cela. Nous n'aimons pas cela. Nous sommes anti rien.

Depuis le peu de temps que je suis à la Chambre, j'ai vu trop de mesures législatives qui ne nous permettent pas de voter ni pour ni contre, étant donné qu'elles prévoient de grands avantages pour une région du pays et quelques miettes pour une autre. On nous accuse d'être anti-Québec si nous votons contre celle-ci et, d'autre part, nos propres électeurs pourraient nous blâmer d'avoir voté contre les quelques miettes qu'elle leur aurait apportées. D'après moi, nous savions tous que le taux d'expansion dans la région centrale du Canada était phénoménal et la loi sur les subventions au développement régional était censée attirer l'industrie dans les provinces atlantiques, dans l'Ouest canadien et les régions défavorisées. Cet après-midi, mon collègue de Saint-Jean-Est (M. McGrath) et plusieurs autres députés ont prétendu que ce programme avait été frelaté. Comme bien d'autres, le programme me déçoit. Je ne veux pas entendre dire que c'est parce que nous sommes contre le Québec. Tel n'est pas le cas. C'est simplement parce que le programme était censé régler le problème de certaines régions canadiennes qui n'avaient pas évolué convenablement, mais par suite de l'inclusion de ces autres régions industrielles, j'ai perdu la confiance que j'avais en lui.

• (8.30 p.m.)

Du 1^{er} septembre au 30 novembre cette année, 23 p. 100 de tous les emplois créés par le programme de l'en-